



## United Fund for Belgium ASBL

Rapport du commissaire à l'assemblée générale des membres pour  
l'exercice clos le 31 décembre 2022 - Comptes annuels

# Rapport du commissaire à l'assemblée générale des membres de United Fund for Belgium ASBL pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 - Comptes annuels

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de United Fund for Belgium ASBL (« l'association »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale des membres du 8 juin 2022, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale des membres délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2024. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de United Fund for Belgium ASBL durant 13 exercices consécutifs.

## Rapport sur les comptes annuels

### Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de l'association, comprenant le bilan au 31 décembre 2022, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à 2 547 (000) EUR et dont le compte de résultats se solde par une perte de l'exercice de 141 (000) EUR.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'association au 31 décembre 2022, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

### Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA), telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB applicables à la présente clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de l'association, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre l'association en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

## Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de l'association ni quant à l'efficacité ou l'efficacités avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'association ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire l'association à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les observations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

## Autres obligations légales et réglementaires

### Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de l'association.

### Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans ses aspects significatifs, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions, du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

### Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

### Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de l'association au cours de notre mandat.

### Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations, à l'exception du fait que :
  - La nomination de Deloitte Réviseurs d'Entreprises SRL en tant que commissaire n'a pas été publiée comme requis par l'article 2:14 du Code des sociétés et des associations.

Signé à Zaventem.

### Le commissaire



Deloitte Réviseurs d'Entreprises SRL

Représentée par Nico Houthaeve

# Deloitte.

Deloitte Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BV/SRL  
Registered Office: Gateway building, Luchthaven Brussel Nationaal 1 J, B-1930 Zaventem  
VAT BE 0429.053.863 - RPR Brussel/RPM Bruxelles - IBAN BE86 5523 2431 0050 - BIC GKCCBEBB

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited



## United Fund for Belgium VZW/ASBL

Statutory auditor's report to the general meeting of members for the year ended 31 December 2022 - Annual accounts

The original text of this report is in French

# Statutory auditor's report to the general meeting of members of United Fund for Belgium VZW/ASBL for the year ended 31 December 2022 - Annual accounts

In the context of the statutory audit of the annual accounts of United Fund for Belgium VZW/ASBL (the "association"), we hereby submit our statutory audit report. This report includes our report on the annual accounts and the other legal and regulatory requirements. These parts should be considered as integral to the report.

We were appointed in our capacity as statutory auditor by the general meeting of members of 8 June 2022, in accordance with the proposal of the board of directors ("bestuursorgaan" / "organe d'administration"). Our mandate will expire on the date of the general meeting of members deliberating on the annual accounts for the year ending 31 December 2024. We have performed the statutory audit of the annual accounts of United Fund for Belgium VZW/ASBL for 13 consecutive periods.

## Report on the annual accounts

### Unqualified opinion

We have audited the annual accounts of the association, which comprises the balance sheet as at 31 December 2022 and the income statement for the period ended at that date, as well as the explanatory notes. The annual accounts show total assets of 2 547 (000) EUR and the income statement shows a loss for the year ended of 141 (000) EUR.

In our opinion, the annual accounts give a true and fair view of the association's net equity and financial position as of 31 December 2022 and of its results for the year then ended, in accordance with the financial reporting framework applicable in Belgium.

### Basis for the unqualified opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISA), as applicable in Belgium. In addition, we have applied the International Standards on Auditing approved by the IAASB applicable to the current financial year, but not yet approved at national level. Our responsibilities under those standards are further described in the "Responsibilities of the statutory auditor for the audit of the annual accounts" section of our report. We have complied with all ethical requirements relevant to the statutory audit of the annual accounts in Belgium, including those regarding independence.

We have obtained from the board of directors and the association's officials the explanations and information necessary for performing our audit.

We believe that the audit evidence obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

### Responsibilities of the board of directors for the preparation of the annual accounts

The board of directors is responsible for the preparation and fair presentation of the annual accounts in accordance with the financial reporting framework applicable in Belgium and for such internal control as the board of directors determines is necessary to enable the preparation of the annual accounts that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the annual accounts, the board of directors is responsible for assessing the association's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters to be considered for going concern and using the going concern basis of accounting unless the board of directors either intends to liquidate the association or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

## Responsibilities of the statutory auditor for the audit of the annual accounts

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the annual accounts as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue a statutory auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISA will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these annual accounts.

During the performance of our audit, we comply with the legal, regulatory and normative framework as applicable to the audit of annual accounts in Belgium. The scope of the audit does not comprise any assurance regarding the future viability of the association nor regarding the efficiency or effectiveness demonstrated by the board of directors in the way that the association's business has been conducted or will be conducted.

As part of an audit in accordance with ISA, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- identify and assess the risks of material misstatement of the annual accounts, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from an error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the association's internal control;
- evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by the board of directors;
- conclude on the appropriateness of the use of the going concern basis of accounting by the board of directors and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the association's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our statutory auditor's report to the related disclosures in the annual accounts or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our statutory auditor's report. However, future events or conditions may cause the association to cease to continue as a going concern;
- evaluate the overall presentation, structure and content of the annual accounts, and whether the annual accounts represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with the board of directors regarding, amongst other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

## Other legal and regulatory requirements

### Responsibilities of the board of directors

The board of directors is responsible for the documents to be filed according to the legal and regulatory requirements, for maintaining the association's accounting records in compliance with the legal and regulatory requirements applicable in Belgium, as well as for the association's compliance with the Code of companies and associations and the association's articles of association.

### Responsibilities of the statutory auditor

As part of our mandate and in accordance with the Belgian standard complementary to the International Standards on Auditing (ISA) as applicable in Belgium, our responsibility is to verify, in all material respects, those documents to be filed according to the legal and regulatory requirements, and compliance with certain obligations referred to in the Code of companies and associations and the articles of association, as well as to report on these matters.

### Statement on the social balance sheet

The social balance sheet, to be filed at the National Bank of Belgium in accordance with article 3:12, § 1, 8° of the Code of companies and associations, includes, both in form and in substance, all of the information required by this Code, including those relating to wages and training, and is free from any material inconsistencies with the information available to us in the context of our mission.

### Statements regarding independence

Our audit firm and our network have not performed any prohibited services and our audit firm has remained independent from the association during the performance of our mandate.

### Other statements

- Without prejudice to certain formal aspects of minor importance, the accounting records are maintained in accordance with the legal and regulatory requirements applicable in Belgium.
- We do not have to report any transactions undertaken or decisions taken which may be in violation of the company's articles of association or the Code of companies and associations, except for:
  - The appointment of Deloitte Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BV/SRL as statutory auditor which was not published as stipulated in article 2:14 of the Code of companies and associations.

Signed at Zaventem.

### The statutory auditor



Deloitte Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BV/SRL

Represented by Nico Houthaeve

# Deloitte.

Deloitte Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BV/SRL  
Registered Office: Gateway building, Luchthaven Brussel Nationaal 1 J, B-1930 Zaventem  
VAT BE 0429.053.863 - RPR Brussel/RPM Bruxelles - IBAN BE86 5523 2431 0050 - BIC GKCCBEBB

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited